

PRÉFET DES VOSGES

SERVICE DE L'ANIMATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
n° 313/2017 du 22 MARS 2017
à l'encontre de la Société M.G.E. TRANSPORTS ET AUXILIAIRES
sise sur le territoire de la commune de Chavelot.**

Le préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de l'environnement et notamment l'article L171-8 ;
- Vu le décret du 19 février 2015 nommant M. Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS, préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 2690/98 du 2 novembre 1998 autorisant la société MGE Transports et Auxiliaires à implanter une activité de lavage intérieur de citernes routières ainsi qu'un stockage de matières plastiques sur le site de son établissement situé sur le territoire de la commune de Chavelot ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 218/2015 du 17 février 2015 relatif à la surveillance des rejets de substances dangereuses de la société M.G.E. Transports et Auxiliaires située sur le territoire de la commune de Chavelot ;
- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 3 mars 2017, transmis à l'exploitant par courrier, conformément aux articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que les résultats des analyses d'autosurveillance des rejets en eau superficielle (rejet A et rejet B) ne sont pas transmis à l'inspection pour les analyses effectuées depuis le mois de janvier 2012 ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2, paragraphe 1.2.13.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, et à l'article 1 de l'arrêté du 28 avril 2014 ;

Adresse postale : Préfecture des Vosges - Place Foch - 88026 EPINAL CEDEX
Téléphone : 03 29 69 88 88 - Télécopie : 03 29 82 42 15

Retrouvez les horaires et modalités d'accueil des services sur <http://www.vosges.gouv.fr> ou sur notre serveur vocal : 03 29 69 88 89

1 HISTORIQUE ET PRÉSENTATION DU CONTEXTE

Le PRESSING DES VOSGES, sis 15 avenue des Templiers sur le territoire de la commune d'ÉPINAL, est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement soumise au régime de la Déclaration avec Contrôle (DC) sous la rubrique 2345 de la nomenclature des installations classées. Il dispose à cet effet d'un récépissé de déclaration daté du 05 février 2002 délivré à M. GIGANT, ancien exploitant. Le pressing a été repris par M. VUILLEMIN en 2008, un récépissé de changement d'exploitant a été délivré le 29 août 2008.

Suite au dépassement des seuils sanitaires réglementaires dans des logements contigus, le pressing est, par ailleurs, visé par deux arrêtés préfectoraux destinés à protéger les riverains des émanations de perchloroéthylène (le solvant irritant et cancérigène utilisé pour le nettoyage à sec) issues des installations :

- l'arrêté préfectoral d'urgence n° 233/2016 du 17 mars 2016, qui a conduit le gérant à évacuer tout le perchloroéthylène stocké sur site (réservoir de la machine de nettoyage à sec ; fûts de solvant et autres déchets perchlorés) ;
- l'arrêté préfectoral n° 1074/2016 du 22 juin 2016 prescrivant à l'exploitant la réalisation d'une étude par un organisme compétent visant à identifier et éliminer les sources historiques d'émanations de perchloroéthylène demeurant après l'évacuation des stocks de solvant et autres déchets.

Dans l'incapacité de mettre ses installations en conformité et de répondre aux obligations de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2016, le gérant a finalement demandé la liquidation judiciaire de la SARL Pressing des Vosges. Cette liquidation a été prononcée le 19 juillet 2016 et Maître NAJEAN a été nommé liquidateur judiciaire.

Dans le cadre de la procédure de cessation d'activité du PRESSING DES VOSGES au titre de la réglementation des installations classées, il appartient au représentant du dernier exploitant d'apporter la démonstration que les installations ne sont plus à l'origine d'inconvénients pour les riverains, conformément à l'article R. 512-66-1 alinéa III du Code de l'Environnement.

Le précédent rapport de l'inspection (S-17-368R-AG) daté du 24 juillet 2017 avait pour objectif de faire le point sur :

- la situation environnementale du site en ce qui concerne les émissions de perchloroéthylène dans l'air ambiant des logements contigus ;
- la procédure de cessation d'activité au titre de la réglementation ICPE (article R. 512-66-1 du Code de l'Environnement).

L'objet du présent rapport est d'acter les éléments transmis par Maître NAJEAN, représentant du dernier exploitant, et conclure de la cessation d'activité du site.